"Aide" au "Tiers Monde"- le développement impossible

"pour chaque dollar reçu nous en avons payé quatre"
Salvador Allende

idac document 2

INTRODUCTION

Au début des années soixante, un mot s'est glissé dans le vocabulaire international: sous-développement. Pays pauvres et pays riches, pourtant existant depuis des siècles, ont été pour la première fois mis en relation d'après des critère comparatifs. Depuis lors, le fantôme du sous-développement hante, sous formes diverses, la conscience du monde développé.

Par dessus toutes les divergences idéologiques, aussi bien des organisations internationales, que des gouvernements nationaux, des Eglises ou des groupes de toute sorte, proclament la détermination de ne plus tolérer ce scandale représenté par l'écart grandissant entre la richesse et le bien-être d'une minorité de pays industrialisés et le retard et la pénurie d'une majorité de pays définis par des euphémismes divers comme étant des "pays en voie de développement", des "peuples émergents" ou des "jeunes nations en croissance".

En effet, depuis les grandes corporations multinationales qui, obéissant la logique froide du profit, canalisent vers le Tiers-Monde une somme croissante d'investissements, jusqu'aux jeunes qui, pour éviter le service militaire, partent pour l'Afrique ou l'Amérique latine, animés du désir simple et réel de "servir le peuple", en passant par les étudiants contestataires qui cherchent à frapper "le maillon le plus faible de la chaine impérialiste", il y a une apparente unanimité sans faille dans cet objectif commun de lutte contre le sous-développement.

Et pourtant, ce formidable déploiement de bonnes volontés, de capacités techniques et de ressources financières ne parvient pas à empêcher l'acroissement continu du fossé qui sépare les pays nantis des pays pauvres. Cette constatation s'impose comme une évidence au simple regard de certains chiffres, comme nous le montrent les deux tableaux suivants (1):

Croissance du Tiers-Monde (Chine exclue)	1948-1954	1954-1960	1960-1966
Produit Interne Brut (PIB)	4,7	4,6	4,1
Population	1,8	2,3	2,5
Produit Interne Brut par tête	2,8	2,3	1'6
Agriculture	3,5	3,4	2,1
Industrie	6,2	8,6	8,2
Exportations	4,4	3,7	6,1

Croissance comparée	Pays sous-développés (Chine exclue)	Pays dévelopés d'Occident	Europe de l'Est
Produit Interne Brut (PIB)	4,3	4,4	7,8
Population	2,4	1,2	1,4
Produit Interne Brut par tête	1,9	3,2	6,4
Agriculture	2,7	2,1	4,5
Industrie	8,4	5,6	9,3
Exportations	4,9	8,1	9,2

Deux conclusions fondamentales au moins peuvent être tirées de ces données de base:

1) entre 1948 et 1966, il y a un ralentissement du rythme de croissance des pays sous-développés, dont l'augmentation du PIB par tête passe de 2,8 à 1,6 % (ajoutons que les données les plus récentes ne font que confirmer cette tendance au ralentissement et à la stagnation des économies sous-développées) ;

2) même en faisant abstraction du point de départ infiniment plus bas des pays sous-développés, leur taux moyen de croissance par tête (1,9) reste toujours inférieur à celui des pays développés d'Occident ou de l'Europe de l'Est (respectivement 3,2 et 6,4).

La croissance se ralentit, l'écart entre riches et pauvres augmente toujours davantage. Et pourtant, l'on ne désespère pas. Les analyses faites sur les causes de cet échec - dont l'exemple le plus significatif est le Rapport PEARSON, élaboré à la demande des Nations Unies (2) - loin de remettre en question les prémisses de base qui avaient présidé à l'élaboration des stratégies de développement, ne font que proposer une intensification de la coopération internationale selon les mêmes lignes qui se sont avérées fausses dans la pratique. L'ONU, par exemple, confrontée à l'échec de la Décennie du Développement, lancée en 1960, s'est contentée de créer une Deuxième Décennie aux objectifs "plus réalistes" et de dénoncer comme cause fondamentale de l'échec, l'explosion démographique.

La faute reviendrait ainsi à cette "variable diabolique" que constitue l'incontinence sexuelle, aggravée par l'ignorance des peuples du Tiers-Monde. Education et contrôle de la natalité en seraient les remèdes. L'insuffisance de cette "explication" saute aux yeux à la simple confrontation des arguments suivants:

1) les deux tendances que l'on a identifiées dans les tableaux précédents (le freinage progressif de la croissance entre 1948 et 1966, et l'écart grandissant entre riches et pauvres) persistent, même si l'on fait abstraction des taux respectifs de croissance démographique;

2) la position d'infériorité des pays sous-développés est déjà marquée avant l'augmentation de la croissance démographique, qui est un phénomène des trente dernières années. Il serait donc absolument

faux d'attribuer cette infériorité à la croissance démographique comme le fait le Rapport PEARSON ;

3) l'expansion économique au XIXè siècle des pays aujourd'hui industrialisés s'est faite non pas malgré une croissance démographique, mais grâce à celle-ci; tandis que dans les pays sous-développés, la stagnation démographique des périodes antérieures n'a nullement favorisé la croissance.

Le fond du problème n'est pas là. Ce qui se passe en réalité est que, par naïveté ou par astuce, on se refuse à poser toute une série de questions essentielles pour comprendre pourquoi, en dépit de toute l'aide internationale, l'écart entre les pays nantis et les pays pauvres, au lieu de diminuer, ne cesse d'augmenter. Autrement dit, pourquoi le phénomène du sous-développement persiste-t-il à se dérober à une telle mobilisation de ressources matérielles et humaines mises en place pour le combattre et a l'air de devenir de plus en plus insaisissable.

- A quoi servent les "témoignages conscientisateurs" dont le but est de réveiller les opprimés de leur léthargie; à quoi sert la construction d'écoles et d'hôpitaux dans le cadre de la coopération technique; à quoi, finalement sert l'intensification de l'aide multilatérale et des investissements privés dont le but est d'accélérer l'industrialisation et la modernisation ?

- Par quels critères peut-on différencier les mesures qui attaquent les causes réelles du sous-développement des attitudes palliatives et assistencialistes qui ne touchent que ses symptômes ou ses conséquences ?

- Comment saisir la génèse historique et la nature profonde du phénomène du sous-développement pour pouvoir effectivement la confronter aux efforts entrepris jusqu'à maintenant pour la briser, la modifier ou la consolider ?

Telles sont quelques unes des questions qu'il convient, après plus d'une dizaine d'années de gaspillage d'énergies et de ressources, enveloppées dans une véritable mystification idéologique sous couvert d'analyses prétendument scientifiques et neutres, de poser au centre du débat si l'on veut vraiment procéder à une analyse critique des modalités et de l'efficacité de l'aide internationale. Pour nous, la réponse à ces questions ne peut se faire qu'après avoir

répondu à cette question élémentaire et décisive - qu'est-ce que le sous-développement - mot étrange et ambigu, façonné d'ailleurs non par ceux qui le subissent mais par ceux qui en bénéficient. L'identification de la structure du sous-développement que l'on fera en nous appuyant sur le processus historique de l'Amérique latine, nous conduira nécessairement à dévoiler la véritable nature des rapports de domination et de dépendance, autrement dit, de cause et effet, qu'entretiennent les pays industrialisés et le Tiers-Monde.

LES MODALITES DE L'AIDE INTERNATIONALE ET SES MOTIVATIONS

Si l'on essayait d'identifier les principales modalités que prend aujourd'hui l'aide au Tiers-Monde, il serait possible de les schématiser en trois grandes catégories:

- le "témoignage conscientisateur" ;
- la coopération technique ;
- l'aide financière (prêts des organisations internationales, crédits publics et investissements privés) .

Ces modalités ne s'excluent nullement. Il est même fréquent de les voir superposées. Néanmoins, chacune répond à des motivations de base différentes, qu'il convient d'analyser.

1. Le témoignage conscientisateur

Le concept de base en est une vision du sous-développement qui prend la personne humaine comme centre du problème. Si une population donnée vit dans la misère et dans l'oppression, cela est dû au fait qu'elle a été réduite à un état d'impuissance, qu'elle n'est pas capable de prendre en main son propre avenir et de décider de changer cet état de choses. Les causes de cette paralysie des masses sous-développées seraient, d'une part, l'égoïsme des élites "natives", petit group de privilégiés dont le niveau de consommation dépasse souvent celui des pays occidentaux, et d'autre part, le fatalisme et la résignation du peuple qui accepte de vivre dans des conditions infra-humaines.

Le témoignage conscientisateur serait, alors, l'instrument qui permettrait de rompre cette situation et de mettre en mouvement les masses anesthésiées par des siècles de pauvreté et d'exploitation. Cela se ferait à travers la présence et l'exemple, auprès des opprimés, de quelqu'un venu de l'extérieur, mais qui est décidé à partager leur sort et jouer le rôle d'éveilleur des énergies et des capacités de ces populations incapables de voir leur propre intérêt. Le salut et la conscience du peuple seraient, en dernier ressort, apportés du dehors - par le missionaire, le travailleur volontaire ou l'étudiant - qui, eux, possèderaient déjà la "conscience juste". C'est à dire

que le "conscientisateur" seul sait ce qui est bon pour le groupe avec lequel il travaille et, à travers l'exemple-même de son action désintéressée, il est prêt à transférer à la masse sa "conscience juste".

A la "mission civilisatrice de l'Occident" où le missionaire accompagnait toujours les conquérants dans les entreprises de colonisation, se substitue maintenant la "mission conscientisatrice de l'Occident". En effet, tout en reconnaissant l'honnêtete et la bonne foi de ceux qui quittent le confort et le bien être des sociétés industrielles pour partager, même matériellement, le lot des "damnés de la terre", il faut reconnaitre que ce type d'action s'appui sur une vision mystifiée de ce qu'est un authentique processus de conscientisation et rencontre dans la réalité des limitations pratiques tellement grandes que son échec est pratiquement inéluctable.

L'authentique conscientisation se fonde, dès le départ, sur la négation du rapport vertical et hiérarchisé entre conscientisateur et conscientisé, où il y aurait d'un côté, un porteur de conscience, et de l'autre côté, des têtes vides prêtes à être remplies. Bien au contraire, pour ne pas devenir une manipulation et un simple transfert de valeurs importées, la conscientisation ne peut avoir de véritable portée libératrice que si elle est conçue comme le processus au cours duquel les hommes et les femmes s'éveillent à la réalité socio-culturelle de leur vie, dépassent les aliénations et contraintes auxquelles ils sont soumis et s'affirment en tant que sujets conscients et créateurs de leur propre devenir historique (3).

Comment imaginer alors, que quelqu'un venu de l'extérieur, imbu de sa mission conscientisatrice, porteur d'une culture, d'une vision du monde et des valeurs externes au groupe, soit en mesure de s'intégrer si profondément à la communauté qu'il ne soit plus ressenti comme un corps étranger, mais comme partie intégrante de la population ? De plus, comment des étrangers, ignorant la complexité des rapports politiques, économiques et sociaux que la petite communauté dans laquelle ils travaillent entretient au niveau régional et national, pourraient-ils prétendre diriger l'action de cette communauté ?

Cette intégration dans le groupe et la compréhension de la réalité nouvelle est toujours un processus long et pénible, d'autant plus difficile à être mené à bon terme qu'est grande la différence culturelle qui sépare, au départ,

le soit-disant conscientisateur et le peuple. L'acceptation du processus que FREIRE appelle "mourir en tant que conscientisateur du peuple ignorant pour renaître en tant que membre solidaire de la communauté opprimé" n'est possible que si l'on abandonne la vision naïve de départ qui concevait la transformation de la société, non pas comme un changement des structures qui perpétuent l'oppression mais comme le résultat de la transformation de la conscience de CHAQUE individu.

La conscientisation n'est pas un processus abstrait de prise de conscience coupé de la pratique qui peut être dirigé par quelqu' illuminé qui connaîtrait la vérité et voudrait la transférer aux ignorants qui l'entourent. L'apprentissage de la réalité d'exploitation ne se fait que DANS et PAR la pratique même d'attaque des structures oppressives. Les hommes se changent eux-mêmes et changent la réalité historique à travers ce double processus d'action / réflexion, d'engagement dans la lutte / prise de conscience de la réalité. Ce n'est que dans ce processus dynamique qu'un groupe opprimé peut passer progressivement du stade d'objet à celui de sujet de l'histoire.

2. La coopération technique

Si dans le premier cas que l'on vient d'analyser, on cherchait à attaquer une caractéristique au niveau spirituel du sous-développement ("l'égoïsme" des élites ou la "résignation" et la "passivité" des masses), on peut aussi identifier toute une série de projets dits d'animation sociale ou de coopération technique qui proposent de combattre quelques-unes des manifestations du sous-développement au niveau matériel.

En effet, si l'on essayait de procéder à une simple description du sous-développent, nous pourrions aligner toute une série de caractéristiques qui figurent dans les statistiques des Nations Unies comme autant d'"indicateurs économiques et sociaux des pays en voie de développement" (4) :

- "espérance de vie moyenne à la naissance" ;
- "nombre d'habitants par médecin" ;
- "taux d'alphabètes et taux de scolarisation" ;
- "consommation de calories par jour et par habitant" ;

- "logements avec eau sous conduites" ....

Ces divers indicateurs révèlent une position d'infériorité des pays du Tiers-Monde par rapport aux pays industrialisés. Leur accumulation permet aisément aux organisations internationales de caractériser un pays comme étant sous-développé, ou, pour employer l'euphémisme de rigeur, " en voie de développement". A partir de cette première constatation, un nombre interminable de "micro-projets" ou, parfois, de plans d'une portée nationale ou régionale, ont été mis au point pour lutter contre la maladie, l'analphabétisme, la sous-nutrition, le manque de logements, etc.

La question de base que l'on peut se poser à propos de tous ces projets est très simple: cet effort de coopération technique, s'attaque-t-il aux causes ou tout simplement aux conséquences du sous-développement ? La réponse à cette question nous parait évidente: la construction d'écoles ou d'hôpitaux, aussi bien que la mise au point de programmes de développement communautaire ou de coopératives agricoles, ne font que lutter contre les conséquences du sous-développement, laissant intactes les causes structurelles de cet état de choses. Or, du moment où la structure de base n'est pas mise en question la portée de ces actions est limitée, car les mêmes causes continueront à engendrer et à réproduire les mêmes conséquences. Le cercle vicieux n'est pas brisé, si l'on ne fait qu'atténuer la souffrance, sans en supprimer la cause.

Toutefois, il faut poser une deuxième question. Est-ce que ce raisonnement froid qu'on vient de faire signifie que l'on doit rejeter en bloc ce type d'interventions ? Nous croyons devoir répondre par la négative. Tout d'abord, il faut reconnaître la bonne intention de ces médecins, enseignants ou animateurs sociaux qui partent pour le Tiers-Monde. Comme pour le premier cas, nous affirmons d'emblée l'honnêteté et les motivations profondes qui animent leur travail. De même, nous reconnaissons que cette coopération technique contribue à atténuer les souffrances indicibles des populations du Tiers-Monde.

Néanmoins, un même souci d'honnêteté nous amène à souligner les limitations de ces actions par rapport à l'objectif fondamental de lutte contre la structure du sous-développement. Encore une fois, nous tenons à affirmer que si l'on ne saisit pas cette structure et si nos actions ne

s'orientent pas à sa suppression, le cercle vicieux des causes et conséquences n'est pas brisé et l'on risque de tourner en rond ou d'assimiler l'aide à l'assistencialisme.

En effet, il nous semble que ce n'est qu'après avoir identifié la structure du sous-développement, que l'on pourra poser en des termes plus vrais la question de l'aide internationale, parce qu'alors , on aura finalement un critère solide pour évaluer son efficacité et, partant, pour esquisser des alternatives plus valables aux modalités actuelles.

3. L'aide financière

Même si les deux rubriques précédentes sont celles que le grand public associe le plus facilement à l'idée d'aide au Tiers-Monde, l'aspect de loin le plus significatif de cette aide peut être vu sous cette rubrique qu'on a appelée "aide financière". Trois composantes y sont présentes :

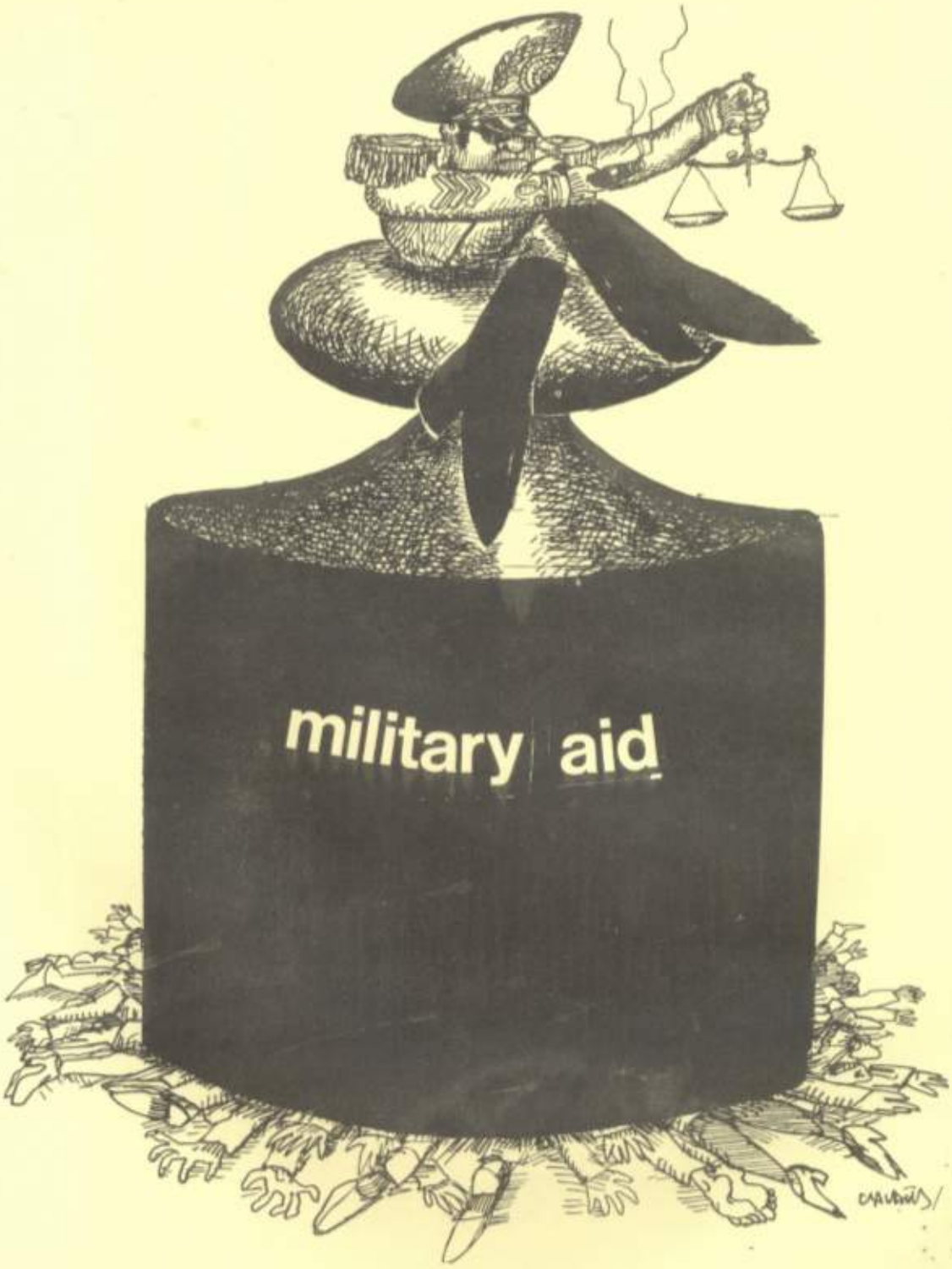
- les prêts des organisations internationales ;
- les crédits publics octroyés par les gouvernements nationaux ;
- les investissements privés.

Pour bien saisir l'impact et les conséquences de la canalisation vers le Tiers-Monde de cet ensemble de ressources financières, nous nous proposons de procéder en deux étapes :

* dans un premier moment, nous essaierons de voir le pourquoi de cette "aide", ses connotations politiques et économiques; aussi bien que ses conséquences, parmi lesquelles la plus grave est le phénomène de décapitalisation et d'endettement du Tiers-Monde ;

* dans un deuxième stade, nous analyserons la prémisse de base sur laquelle se fonde cette "aide"; autrement dit, quelle est l'interprétation du sous-développement acceptée par les pays donateurs, car il s'agit ici, non seulement d'une description des caractéristiques du phénomène (du point de vue spirituel ou matériel), mais bel est bien d'une interprétation globale qui aboutit à une élaboration d'une véritable stratégie du développement.

Tout d'abord, il convient de relever que cette aide n'est pas une contribution désintéressée des pays donateurs, et qu'elle répond plutôt à des impératifs économiques bien précis. L'aide internationale n'est, pour la


military aid

plupart des pays de l'Occident, qu'une forme déguisée pour subventionner les exportations de leurs propres produits vers les pays sous-développés. Le "financement au développement" serait l'alibi qui justifie la mise en place d'un circuit commercial tout à fait favorable aux pays donateur.

Quelques exemples, tirés de l'ouvrage de Tibor MENDE, "De l'aide à la Recolonisation" (5), suffisent pour étayer cette hypothèse. En ce qui concerne la Grande Bretagne, 2/3 de son "aide" sont dépensés dans la métropole même, fournissant ainsi des commandes et des emplois à l'industrie britannique. Dans le cas de la France, la plus grande partie de l'"aide" se dirige vers les anciennes possessions françaises d'Afrique, et pratiquement tout revient sous forme de transferts de fonds ou de commandes. Quant aux Etats-Unis, un document émanant de l'Agence pour le Développement International (AID) nous éclaire, d'une façon lapidaire, sur le sens et les motivations de l'"aide américaine":

> "La plus grande erreur entretenue au sujet du programme d'aide à l'étranger est de croire que nous envoyons de l'argent à l'étranger. Nous ne le faisons pas. L'aide à l'étranger consiste en matériels, matières premières, services et produits alimentaires américains. 93 % des fonds de l'AID sont dépensés directement aux Etats-Unis pour payer ce genre de choses". (6).

Il en est de même pour l'Allemagne et le Japon; près de 80 % de leur aide officielle, sous la forme de crédits publics, leur reviennent, car ils sont liés à l'achat de biens ou services allemands ou japonais.

A côté de ces avantages commerciaux que l'"aide" octroie au pays donateur, il y a encore un deuxième mécanisme, lié à ces transferts internationaux de capital des pays riches vers les pays pauvres, qui joue en défaveur du Tiers-Monde. Il s'agit du mécanisme de renvoi des profits et de remboursement des prêts. En effet, le transfert de ressources financières vers le Tiers-Monde n'est pas à sens unique; bien au contraire. Par sa dynamique même, il crée un mouvement en sens inverse qui l'annule entièrement. En effet, si l'on ajoute les amortissements et intérêts sur les crédits reçus au rapatriement de bénéfices des investissements privés (autrement dit, le renvoi de profits à la métropole en tant que rémunération du capital investi dans le Tiers-Monde) et aux

plupart des pays de l'Occident, qu'une forme déguisée pour subventionner les exportations de leurs propres produits vers les pays sous-développés. Le "financement au développement" serait l'alibi qui justifie la mise en place d'un circuit commercial tout à fait favorable aux pays donateur.

Quelques exemples, tirés de l'ouvrage de Tibor MENDE, "De l'aide à la Recolonisation" (5), suffisent pour étayer cette hypothèse. En ce qui concerne la Grande Bretagne, 2/3 de son "aide" sont dépensés dans la métropole même, fournissant ainsi des commandes et des emplois à l'industrie britannique. Dans le cas de la France, la plus grande partie de l'"aide" se dirige vers les anciennes possessions françaises d'Afrique, et pratiquement tout revient sous forme de transferts de fonds ou de commandes. Quant aux Etats-Unis, un document émanant de l'Agence pour le Développement International (AID) nous éclaire, d'une façon lapidaire, sur le sens et les motivations de l'"aide américaine":

> "La plus grande erreur entretenue au sujet du programme d'aide à l'étranger est de croire que nous envoyons de l'argent à l'étranger. Nous ne le faisons pas. L'aide à l'étranger consiste en matériels, matières premières, services et produits alimentaires américains. 93 % des fonds de l'AID sont dépensés directement aux Etats-Unis pour payer ce genre de choses". (6).

Il en est de même pour l'Allemagne et le Japon; près de 80 % de leur aide officielle, sous la forme de crédits publics, leur reviennent, car ils sont liés à l'achat de biens ou services allemands ou japonais.

A côté de ces avantages commerciaux que l'"aide" octroie au pays donateur, il y a encore un deuxième mécanisme, lié à ces transferts internationaux de capital des pays riches vers les pays pauvres, qui joue en défaveur du Tiers-Monde. Il s'agit du mécanisme de renvoi des profits et de remboursement des prêts. En effet, le transfert de ressources financières vers le Tiers-Monde n'est pas à sens unique; bien au contraire. Par sa dynamique même, il crée un mouvement en sens inverse qui l'annule entièrement. En effet, si l'on ajoute les amortissements et intérêts sur les crédits reçus au rapatriement de bénéfices des investissements privés (autrement dit, le renvoi de profits à la métropole en tant que rémunération du capital investi dans le Tiers-Monde) et aux

paiements faits pour l'acquisition de procédés techniques qui sont le monopole des pays avancés, on aura un résultat nettement négatif pour l'économie des pays sous-développés.

On peut en conclure que les financements internationaux contribuent notablement à augmenter l'endettement du Tiers-Monde vis-à-vis des pays exportateurs de capital, ce qui force les pays sous-développés à consacrer une part croissante des recettes obtenues à l'étranger par ses exportations au remboursement de leurs dettes.

Selon Rudolf STAVENHAGEN, l'Amérique latine, par exemple, doit consacrer au paiement du capital étranger investi dans ce continent, plus du tiers des devises que lui rapportent ses exportations. En ce qui concerne les seuls Etats-Unis, la différence entre les nouveaux apports de capital et le renvoi de profits, a laissé au continent un solde négatif de près de 7 milliards de dollars pour la période allant de 1960 à 1968. D'après cet auteur, "cela montre à l'évidence que ce que l'on appelle l'aide internationale, non seulement accentue la dépendance de la région, mais conduit aussi à une décapitalisation croissante" (7) .

Samir AMIN n'hésite pas à affirmer que, en ce qui concerne l'Afrique, l'échec de l'aide extérieure n'est pas moins évident:

> "Ce continent qui a reçu par tête le plus d'aide ($ 6,1 contre 4,4 en Amérique et 3,2 en Asie), et dans les meilleures conditions financières, qui par ailleurs partait de niveaux de Produit Interne Brut les plus bas (où donc cette aide aurait dû être relativement plus efficace), est aussi celui où la croissance a été la plus faible dans l'ensemble et la plus chaotique" (8).

Avant d'examiner d'autres mécanismes encore plus subtils d'exploitation du Tiers-Monde - comme l'échange inégal ou la détérioration des termes de l'échange - il faut dire que l'aide financière s'accompagne souvent de deux autres modalités d'intervention, à savoir :

- l'aide militaire, dont le montant se chiffre parfois à des sommes supérieures à celles consacrées à l'aide économique et dont le but est, presque par définition, le maintien de l'ordre interne, ce qui peut signifier précisément la répression des forces sociales qui aspirent au changement d'une réalité d'exploitation ;

- l'aide culturelle, qui constitue un puissant véhicule pour la transmission des valeurs qui sont intériorisées par les élites du Tiers-Monde et, ensuite, reproduits à l'échelle nationale. La culture nationale devient la culture de la métropole. Ce processus de dépersonalisation, de perte de l'identité nationale, aboutit à la création d'"élites" dépendantes et imitatives, à de véritables "mensonges vivants" ou de "peau noire, masques blancs" que dénonçait FANON (9). L'importation du "modèle de développement" et du "style de vie" occidentaux façonne dans les pays sous-développés des modes de comportement et des besoins de consommation qui répondent naturellement aux exigences économiques et commerciales de la métropole.

Avec ces deux modalités subsidiaires, le cercle de fer dans lequel l'"aide internationale" enferme les pays du Tiers-Monde est bouclé: le pays donateur devient protecteur politico-militaire, fournisseur du modèle de développement et des besoins de consommation, exportateur de capitaux, producteur des biens et marchandises convoités et acheteur privilégié des richesses produites dans le pays sous-développé. Il n'est pas surprenant qu'à la suite d'un tel engrenage, l'écart entre pays riches et pauvres s'accentue chaque jour. Il nous faut maintenant voir en quoi consistait l'interprétation du sous-développement qui sous-tend les programmes nationaux que l'on vient de décrire, ainsi que les stratégies internationales de développement, telles qu'elles sont mises au point par l'ONU dans le programme de la Décennie du Développement ou par l'OEA dans l'Alliance pour le Progrès.

En effet, la perspective qui a orienté et continue à orienter tous ces programmes, conçus dans l'optique des pays industrialisés, interprète le sous-développement comme un simple état d'arriération ou de retard par rapport aux pays industrialisés que l'on pourrait mesurer en comparant divers indicateurs quantitatifs, qu'on a décrits dans la rubrique précédente. De plus, cette arriération aurait deux visages :

- d'un point de vue externe, arriération des pays du Tiers-Monde, pris comme un bloc, fondamentalement agricoles, par rapport aux pays industrialisés ;

- d'un point de vue interne à chaque pays sous-développé, retard d'un secteur agricole archaïque par rapport au secteur moderne de

l'économie, l'industrie.

Dans cette analyse, l'industrialisation serait la force motrice de tout le processus de modernisation et d'intégration de l'économie nationale, comblant les décalages internes entre ville et campagne, secteur dynamique et secteur traditionnel. Le développement de ce processus permettrait aux pays sous-développés de refaire le même chemin vers le progrès qu'avaient fait au XIXè siècle les nations industrialisées et de rattraper progressivement l'écart qui séparait les pays pauvres et les pays riches.

Dans cet effort combiné de développement - industrialisation - modernisation, l'apport de l'aide internationale et des investissements privés serait une condition nécessaire pour accélérer la formation de capital nécessaire au décollage des économies sous-développées. Dans cette théorie, évidemment, on ne mettait en question un seul instant la certitude que le modèle occidental et capitaliste de développement est la seule option valable pour tous les pays et peuples de la terre.

Or, devant l'échec dans la pratique des stratégies du développement fondées sur ces conceptions-là, tout un débat théorique s'est ouvert - pour la première fois dans l'histoire, dans les pays sous-développés eux-mêmes - pour comprendre les causes de l'échec et proposer une vision radicalement nouvelle du problème: le sous-développement vu, non pas comme un état arriéré et antérieur au capitalisme, mais comme une de ses conséquences et une forme particulière de son développement - le capitalisme dépendant.

Ce rapport de cause à effet entre le sur-développement des pays dominants et le sous-développement des pays dominés, autrement dit l'existence d'un centre et d'une périphérie dans l'économie mondiale, nous essaierons de le démontrer en nous appuyant sur un exemple historique précis - "le développement du sous-développement en Amérique latine" (André-Gunder FRANK). A travers l'analyse historique du cas latino-américain, notre objectif sera de dépasser la vision statique du sous-développement en tant que simple retard susceptible d'être rattrapé avec l'aide des pays industrialisés. Nous tâcherons d'expliquer comment seront formés et consolidés historiquement les mécanismes d'exploitation et de dépendance qui constituent la structure même du sous-développe-

NATURAL RESOURCES

ment et qui, à moins d'être cassés, constituent un blocage à tout véritable progrès.

LE "DEVELOPPEMENT DU SOUS-DEVELOPPEMENT EN AMERIQUE LATINE

L'histoire de l'Amérique latine, depuis la conquête coloniale jusqu'à nos jours, est l'histoire même de l'implantation et de la consolidation, au long des siècles, des structures de dépendance externe et de domination interne qui ont engendré le phénomène du sous-développement.

Tout d'abord, l'envahisseur étranger, appuyé sur sa supériorité militaire, brise la résistance des populations indiennes et réduit en esclavage des civilisations centenaires. Le pillage systématique des richesses du Nouveau Monde, sur lequel se fonde la prospérité de la métropole, exige l'implantation d'une administration coloniale qui implique la désorganisation totale des sociétés antochtones. En effet, le processus de colonisation de l'Amérique représente non seulement l'exploitation économique de nations entières, mais aussi la destruction de leur culture, leurs valeurs et leurs dieux, remplacés par ceux des conquistadores blancs. C'est ce processus de domination et d'exploitation s'étendant au long de trois siècles qui constitue les racines historiques du sous-développement.

Les liens formels de dépendance politique des colonies latino-américaines vis-à-vis des métropoles européennes - Espagne et Portugal - furent brisés dans le courant de la deuxième décennie du XIX siècle, dans un moment d'affaiblissement des pays ibériques, tous les deux occupés par les armées napoléoniennes. Cette indépendance formelle a été aussitôt soutenue, contre les efforts de recolonisation entrepris peu après par l'Espagne et le Portugal, par les nouvelles puissances ascendantes - l'Angleterre et les Etats-Unis - qui voyaient dans les pays latino-américains un terrain fertile pour leur expansion économique et commerciale.

L'indépendance, toutefois, n'a été que formelle: les pays latino-américains arboraient désormais un drapeau national, mais leurs richesses continuent à appartenir à l'étranger. Il n'y eu changement que dans la forme d'exploitation (passage du pillage colonial direct à la domination économique et commerciale) et une substitution de puissances dominantes (remplacement des pays ibériques décadents par les pionniers de la révolution industrielle: l'Angle-

terre et les Etats-Unis).

En effet, un siècle après les victoires obtenues dans les "guerres d'indépendance", l'économie des pays latino-américains continuaient à suivre un modèle neo-coloniale: d'une part, l'exportation de matières premières (or, argent, salpêtre, cuivre, étain, fer et pétrole) et biens alimentaires (café, cacao, tabac, sucre, fruits tropicaux) vers les pays industrialisés; d'autre part, l'importation des biens manufacturés (notamment des produits de luxe destinés à la consommation des classes dominantes locales) en provenance de ces mêmes métropoles industrialisées.

Du point de vue de la structure économique interne à chaque pays, il y avait co-existence d'un petit secteur agricole ou minier, tourné vers l'exportation et souvent contrôlé directement par des entreprises étrangères, avec un immense secteur agricole, tourné vers l'économie de subsistance (c.a.d. la production des aliments nécessaires à nourrir la population du pays) et contrôlé politiquement par une oligarchie de grands propriètaires terriens. Tout le dynamisme économique venait de ce secteur exportateur, d'habitude spécialisé dans la production d'un seul produit alimentaire ou dans l'extraction d'une seule richesse minière. Il s'agissait là de véritables "enclaves" étrangères localisées dans le territoire national, qui étaient intégrées à un système de production et à un circuit commercial contrôlé par les pays industrialisés, sous deux aspects:

- la mise en exploitation de ces enclaves se fondait sur un apport de capital et de technologie externes;

- le marché consommateur pour les produits des plantations tropicales ou pour les gisements miniers se trouvait aussi à l'extérieur.

Dans ces conditions, l'impact de ces "enclaves" dans l'économie nationale était extrêmement réduit. Le seul contact de ces ilôts étrangers avec le pays où ils se trouvaient résidait dans l'utilisation intensive de la main d'oeuvre locale, toujours abondante et prête à travailler pour une rémunération plusieurs fois inférieure à celle que recevaient les ouvriers des métropoles, déjà organisés politiquement en syndicats et groupes de pression.

Du point de vue politique, le gouvernement était le monopole de la classe des grands propriétaires terriens, dans cette

société où la stagnation économique allait de pair avec une paralysie sociale et politique. Etant donné que le dynamisme économique venait uniquement du secteur tourné vers l'extérieur, les sociétés latino-américaines semblaient figées dans le temps.

En effet, ce n'est qu'en conséquence de deux événements extérieurs aux pays latino-américains - la grande crise économique mondiale des années 30 et, ensuite, la deuxième guerre mondiale - que ce schéma néo-colonial de dépendance et cet équilibre politique et social fondé sur la stagnation seront mis en question.

Ces deux facteurs bouleversent l'économie des pays industrialisés et désorganisent, voire interrompent complètement, les flux du commerce international entre les pays latino-américains et les métropoles desquelles ils dépendaient.

Les conséquences se font sentir immédiatement: la crise dans les métropoles les forcent à réduire grandement leurs importations de matières premières et de biens alimentaires, ce qui entraîne un déclin du volume d'exportations en provenance des pays latino-américains. Comme les recettes obtenues par leurs exportations étaient l'unique source de financement des importations de biens manufacturés en provenance des métropoles, les pays latino-américains se voient ménacés d'asphixie. Ils n'ont plus de marchés vers lesquels exporter, ni où s'approvisionner en biens manufacturés. Pour échapper à la faillite, la seule issue pour les pays latino-américains était de réorienter leur structure économique interne, de façon à pouvoir produire eux-mêmes au moins une partie des biens auparavant importés.

Avant de voir comment s'est développé ce processus (qualifié plus tard par les économistes, dans leur langage énigmatique, de "processus de substitution d'importation") et quelles furent ses limitations aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique et social, il convient de souligner que ce début d'industrialisation n'est pas le fruit d'une décision consciente et délibérée prise à l'intérieur des pays latino-américains. Elle est plutôt une imposition dictée par la crise dans les métropoles et sur le marché international. Il n'y a point de stratégie planifiée et cohérente d'industrialisation, mais tout simplement une réorientation de la structure économique, pour pallier à une demande interne de biens manufacturés qui ne pouvaient plus être importés.

Ce "processus de substitution d'importations", qui commence dans les années 30 et se prolonge jusqu'au début de la décennie soixante, se développe à travers plusieurs stades.

La première étape se caractérise par la production interne des biens de consommation non durables. On met au point ce qu'on appelle "l'industrie légère", branche industrielle la moins complexe, c'est à dire celle où l'apport intensif de main d'oeuvre (toujours abondante en Amérique latine) est relativement plus importante que l'apport de capital et de technologie. En effet, la pleine utilisation de la capacité productive déjà existante en Amérique latine permet la substitution de cette première tranche des importations, sans faire guère appel aux capitaux et à la technologie externes.

Pour les pays les plus avancés de l'Amérique latine, l'implantation sur le territoire national de l'industrie légère est terminée au début des années 50. A l'époque, les idéologues latino-américains voyaient cette production interne des biens de consommation non durables comme étant déjà le dépassement de la première étape, dans une marche linéaire vers la libération du pays de l'emprise étrangère. Ils considéraient l'industrialisation comme la locomotive capable de rompre le dualisme de l'économie déchirée entre un secteur dynamique/moderne et un secteur stagnant/archaïque, en entraînant dans son sillage l'ensemble de la société nationale. Au modèle du "développement dépendant tourné vers l'extérieur", existant avant 1930, on proposait maintenant l'alternative nationale d'un "développement tourné vers l'intérieur".

Il faut,toutefois, remarquer que la progression de l'industrialisation, c'est à dire, la consolidation d'un "secteur moderne" dans l'économie, ne signifiait pas le démantèlement de l'agriculture de subsistance, toujours archaïque, et moins encore, l'élimination des "enclaves" exportatrices sous contrôle étranger. En effet, l'expansion du system productif a permis pendant trois décennies, la coexistance de ces trois formes d'organisation économique et sociale au sein d'une même formation économique. Pour comprendre cela, il faut nous pencher un moment sur les transformations politiques et sociales qui ont accompagné les changements économiques.

Sur le plan politique et social, la réorientation de la base économique, avec le début de l'industrialisation, a impliqué la rupture du modèle de stabilité

politique traditionnelle, en ouvrant une nouvelle période de réalignement des forces. Il y a eu un déclin lent, mais inévitable, du pouvoir absolu de l'oligarchie agraire, compensé par une ascension des groupes liés au processus urbain d'industrialisation. Progressivement, une "bourgeoisie nationale"(c'est à dire, le groupe social qui est le bénéficiaire direct de l'implantation industrielle), les classes moyennes urbaines et même le prolétariat industriel, réclament et obtiennent une participation dans le jeu politique. Dans plusieurs pays latino-américains, le pouvoir politique passe aux mains d'un véritable "front développementiste", où sont représentés les divers groupes liés au processes d'industrialisation et au renforcement du "secteur moderne" de l'économie. Ce "front développementiste" se cristallise dans un régime politique, spécifique à cette période de l'histoire lationo-américaine, le populisme (dont Perón en Argentine et Vargas au Brésil sont les deux archétype).

Le populisme, régime ambigüe et policlassiste, représente une alliance de classe sous l'hégémonie de la "bourgeoisie nationale". Il signifie une démocratisation de l'Etat national et un élargissement de ses bases sociales, car le prolétariat industriel devient un partenaire dans la vie politique et économique. Il est, en dernière analyse l'instrument qui permet à la bourgeoisie d'écarter du pouvoir absolu l'oligarchie traditionnelle, sans toutefois remettre en question ses privilèges économiques. Le populisme montre-là, la première de ses ambiguïtés: l'oligarchie traditionnelle n'a plus le monopole du pouvoir politique, mais la structure agraire, sur laquelle repose son pouvoir économique, n'est pas touchée. La deuxième amgibuïté en découle immédiatement: tout en prétendant réaliser une conciliation de classes à l'échelle nationale, ce qui présupposait octroyer à chaque groupe un morceau du pouvoir, le populisme - pour ménager l'oligarchie agraire - exclut toute participation des masses paysannes, pourtant majoritaires, dans les bénéfices de l'expansion du système productif et les maintient complètement en marge de la vie politique.

L'ambiguïté et la mystification de ce régime se synthétisent dans la figure autoritaire du chef charismatique - le père du peuple - qui joue le rôle d'arbitre impartial entre les diverses forces sociales, en tant que symbole de la cohésion et de l'unité nationales. Etant donné que la période de 1930 à 1960 est marquée par une forte ex-

pansion économique en Amérique latine, le populisme réussit à camoufler assez longtemps les tensions et contradictions, héritées de la période oligarchique et non encore résolues. C'est la crise économique des années 60, déclenchée à la suite de l'épuisement du processus de substitution d'importations, qui, combinée avec la radicalisation progressive du mouvement populaire, déterminera son dépassement historique.

En reprenant l'analyse économique, essayons de voir quelles forces ont engendré cette crise des années 60. Nous avons vu que, entre 1930 et 1950, profitant de l'affaiblissement des rapports entre métropoles industrialisées et pays latino-américains, ces derniers avaient réussi à implanter une "industrie légère". La dynamique du processus de substitution d'importations impliquait comme étape suivante la production interne des biens de consommation durables et, finalement, la production des biens d'équipement. Les régimes populistes et les théoriciens du "développementisme" voyaient dans la transition à ces autres étapes l'émancipation définitive du pays de la dépendance externe et son décollage vers un "développement autogéré", mais toujours dans le cadre capitaliste.

Toutefois, la réalité a démenti cette perspective optimiste de développement linéaire. Ce projet ne tenait pas compte de la nécessité de transformations profondes dans la structure interne et n'était pas capable de saisir la véritable nature de la dépendance externe. Notre effort, alors, sera précisement d'essayer de montrer comment, dans cette deuxième étape de l'industrialisation latino-américaine, se sont reconstitués les liens de dépendance externe et renforcés les rapports de domination interne qui, en constituant l'essence même du sous-développement, ont fini par bloquer tout véritable progrès.

1. La dépendance externe

Peut-être l'erreur de base de la perspective "développementiste" consistait-elle à imaginer que le processus de substitution d'importations allait libérer progressivement les pays latino-américains de la dépendance des importations. Tel n'a pas été le cas. Tout simplement, au fur et à mesure que l'on avançait dans ce processus, on substituait l'importation de certains produits par d'autres, progressivement plus sophistiquées, en aggravant toujours la dépendance externe. Par exemple, la production interne de

biens de consommation durables exigeait l'importation de biens d'équipement, matières premières, capital et technologie, inexistants dans le pays.

La seulesource de financement des importations continuait à être le secteur des "enclaves" exportatrices. Toutefois, cet apport était grandement limité par l'action d'un autre mécanisme défavorable à l'ensemble des pays sous-développés (appelé, dans le jargon des économistes, "détérioration des termes de l'échange). Ce mot mystérieux ne fait que recouvrir une réalité bien simple à comprendre: étant donné que se sont les pays industrialisés qui contrôlent la structure et les règles de fonctionnement du commerce international, il existe une tendance à la baisse des prix des produits primaires (biens alimentaires ou minerais) exportés par les pays sous-développés, tandis que les prix des produits industriels tendent à augmenter. Cette relation peut se chiffrer à plus de 30 % pour la période comprise entre 1950 et 1968. La dépréciation ainsi imposée aux produits exportés par l'Amérique latine signifie tout simplement que le continent doit exporter toujours davantage pour obtenir la même recette, c'est à dire maintenir la même capacité d'importation.

Si l'on tient compte de cette réduction dans la capacité d'importer et de la difficulté de créer une épargne interne,à cause de toute une série de déséquilibre structurels que l'on verra plus loin, il est facile de comprendre que l'appel au capital et à la technologie étrangers était inscrit dans la logique même du système. Cet appel est fait surtout à partir de la moitié des années 50, quand l'économie des métropoles s'est relevée de la crise, de la guerre et n'a plus comme priorité, la reconstruction de l'Europe.

Tous les avantages et facilités étant octroyés pour attirer ces capitaux externes, très rapidement on assiste à une mainmise des grandes sociétés, dites multinationales, sur les secteurs industriels de pointe, aussi bien que sur le système bancaire et financier.

Les conditions d'opération leur sont tellement favorables que pour financer de nouveaux investissements nécessaires à l'expansion de leurs activités, les entreprises étrangères ne sont pas obligées à faire de nouveaux apports de capital de l'extérieur. Il leur suffit de réinvestir une partie du profit obtenu sur place, tandis que la majeure partie du du profit peut être renvoyée vers les métropoles. Du point de vue

strictement financier, cette dénationalisation de l'industrie latino-américaine est à la base du phénomène de l'endettement et de la décapitalisation auquel nous avons fait référence plus haut. La dénonciation du Président Allende devant les délégués de la CNUCED, réunis à Santiago en avril 1972 prend, dans ce contexte, toute sa signification:

> "Le flux et le reflux du capital étranger au Tiers-Monde a représenté, pour nous, dans les derniers vingt ans, une perte nette de plus de 100 milliards de dollars, en plus de nous laisser une dette qui s'élève à 70 milliards de dollars.
>
> Les investissements directs de capital étranger, souvent présentés comme un mécanisme de progrès, se sont révélés presque toujours comme un facteur négatif. Ainsi l'Amérique latine, selon les chiffres de l'OAE, entre 1950 et 1967 a reçu 3,9 milliards et a renvoyé 12,8 milliards de dollars. Pour chaque dollar reçu, nous en avons payé quatre". (10)

En plus de ce drainage de ressources financières des pays sous-développés vers les métropoles, le contrôle par les sociétés multinationales des secteurs, clé de l'économie, présente des risques extrêmement graves. Les entreprises installées dans les pays sous-développés ne sont que les filiales de sociétés dont le siège se trouve toujours dans une des métropoles industrielles et dont les intérêts s'étendent partout dans le monde. De cette dépendance à un centre de décision externe découle le fait que des décisions concernant les filiales latino-américaines sont souvent prises non pas en fonction des intérêts de l'économie nationale, mais pour répondre à des exigences dictées par la direction de ces sociétés multinationales.

Finalement, c'est précisément dans ces secteurs industriels de pointe que la dépendance technologique se manifeste d'une façon plus évidente. D'une part, le coût d'importation de ces techniques modernes de production tend à augmenter en contribuant ainsi au cercle vicieux de l'endettement et de la décapitalisation. D'autre part, l'emploi d'une technologie de pointe, caractérisée par une utilisation intensive de capital, au lieu d'absorber une main d'oeuvre abondante, tend à se dispenser de son concours.

Sur la base de ces quelques exemples, on pourrait déjà conclure que la transplantation de ces entreprises étrangères signifie

III WORLD

une véritable "greffe" opérée sur un organisme vivant que sont les sociétés latino-américaines. Nous avons vu comment la domination externe des "enclaves" exportatrices représentait un pillage des richesses nationales, mais qu'elle ne s'articulait pratiquement pas avec l'ensemble de l'économie du pays. La domination des entreprises multinationales, par contre, implique une désarticulation totale de la vie politique, économique et sociale.

La dépendance n'est plus un facteur qui conditionne de l'extérieur l'avenir du pays. Elle s'intériorise et devient partie intégrante de la structure même de l'économie et de la société, en créant toute une série de déséquilibres structurels et de rapports de domination interne.

2. Les déséquilibres structurels et la domination interne

Du point de vue interne à chaque pays, les rapports de dépendance externe créent un cercle vicieux de déséquilibres, de domination et de pauvreté, dont on pourra essayer de décrire quelques aspects significatifs, tels que l'arriération de l'agriculture, l'exode rural, l'incapacité pour l'industrie d'absorber cette main d'oeuvre expulsée de la campagne et qui formera les masses "marginales" dans les villes, la concentration du revenu, l'étroitesse du marché intérieur et le colonialisme interne.

En effet, le projet développementiste, capitaliste croyait que la progressive implantation d'un secteur industriel dynamique aboutirait à la modernisation de la structure agraire. Cela ne s'est pas passé. Plus de la moitié de la population latino-américaine continue à subir les effets d'une structure agraire "socialement injuste, politiquement oppressive et économiquement inefficace" (STAVENHAGEN).

A l'exception des programmes de Cuba, du Chili et du Pérou, réalisés dans le cadre d'une transformation globale de la société, dans tous les programmes de réforme agraire destinés à briser le monopole des grands propriétaires terriens et à redistribuer la terre aux paysans qui la travaillent, les causes de l'échec ont été politiques et économiques. Nous avons vu que, sur le plan politique, l'industrialisation s'est accompagnée d'un régime fondé sur la conciliation de classes, où l'oligarchie foncière gardait tous ses privilèges, mais a exclu précisément le groupe social majoritaire - la paysannerie.

D'autre part, le maintien d'une structure agraire arriérée pousse des centaines de milliers de paysans à émigrer chaque année vers les grandes villes latino-américaines.

Les paysans sans terre arrivent dans les villes à la recherche d'un emploi dans l'industrie. Toutefois, comme nous l'avons vu précédemment, les entreprises sous contrôle étranger utilisent des techniques de production très modernes, qui tendent à se dispenser de main d'oeuvre. Ainsi, dans les derniers 20 ans, le secteur industriel s'est développé à un taux annuel de 6 %, tandis que le pourcentage de la main d'oeuvre employé dans l'industrie s'est stabilisé autour de 14 % de la population totale.

Ce phénomène qu'on définit comme "marginalité structurale" relègue aujourd'hui environ 1/3 de la population latino-américaine à une situation de chômage ou de sous-emploi. L'existènce de cet immense réservoir de main d'oeuvre en chômage est un des facteurs principaux qui permet l'imposition de salaires industriels très bas, car toute forme de protestation politique par un ouvrier peut se solder par la perte de son emploi et son remplacement par d'autres ouvriers prêts à travailler pour n'importe quoi.

D'autre part, ces "marginaux" sont d'une certaine façon intégrés dans le circuit économique des grandes villes latino-américaines, mais à la base de la pyramide sociale, et soumis aux formes les plus dures de domination et d'exploitation. Ce sont eux qui, parqués dans les bidonvilles qui entourent les quartiers riches, fournissent à la bourgeoisie et aux classes moyennes urbaines toute sorte de services personnels en échange d'une rénumération insignifiante. L'Exode rural et la "marginalité" sont, ainsi, des phénomènes inséparables de l'actuel modèle de développement latino-américain. Ils sont créés par ce "développement" et en constituent un sous-produit.

Il est aussi naturel que toute cette structure de domination détermine des niveaux de concentration du revenu absolument alarmant. 1/3 du revenu national est dans les mains de 5 % de la population, tandis que 50 % des habitants - la moitié la plus pauvre - ne dispose que de 13 % du revenu national. Evidemment, une répartition tellement inégale de richesse constitue un blocage très grave à la croissance du marché de consommation interne.

Voici un autre élément de ce grand cercle vicieux: la limitation du pouvoir d'achat des

classes à haut revenu. Cette polarisation conditionne et déforme la production industrielle, qui est alors destinée à satisfaire les besoins de cette couche minoritaire de privilégiés au détriment des intérêts de l'ensemble de la population.

Cette disparité de revenus, toujours fondée sur des rapports d'exploitation que certains groupes exercent sur d'autres, existe non seulement entre différentes couches sociales, mais aussi entre différentes régions à l'intérieur du même pays. La croissance industrielle tend à se concentrer géographiquement dans les grands centres urbains et dans les régions agricoles hautement capitalistes, tandis que le reste du pays ne dépasse pas le niveau de l'économie de subsistance.

Le mécanisme qui engendrait ainsi l'écart grandissant entre pays riches et pays pauvres se reproduit à l'intérieur de chaque pays sous-développé. Le progrès des régions dynamiques est lié à l'appauvrissement de la majorité du pays. Toute une série de mécanismes - tels que la politique de prix, de salaires et de crédit, les mouvements de capital et de main d'oeuvre - favorise la décapitalisation progressive des régions périphériques et le déplacement de ressources vers les pôles dynamiques.

La reproduction à l'intérieur même du pays de l'opposition métropole - colonie représente l'étape finale de l'intériorisation de la dépendance. Du fait de sa dépendance externe, toute l'économie du pays est déséquilibrée et tout véritable développement est, par définition, bloqué.

3. La crise et les options

L'action conjugées de ces divers blocages a atteint son point critique au début des années soixante, avec l'épuisement de l'industrialisation par le processus de substitution d'importations.

Les pays latino-américains étaient alors capables de produire des produits manufacturés, auparavent importés. En revanche, ils étaient plus que jamais dépendants de l'extérieur. Les centres de décision de l'économie étaient entre les mains des sociétés multinationales; le renvoi de profits représentait un drainage de ressources précieuses; la dépendance technologique ne faisait que s'aggraver. Plus grave encore, les déséquilibres structurels qu'on vient d'analyser renforçaient les liens de domination et d'opres-

sions internes.

Après trois décennies de "développement du sous-développement", le dynamisme du processes de substitution d'importations était épuisé (tout simplement parce que tout ce qui pouvait être substitué l'avait déjà été). Les taux de croissance tombent vertigineusement. A la crise économique s'ajoute une crise sociale et politique qui fait voler en éclats le mythe populiste de la conciliation de classes. Les secteurs populaires, y compris la paysannerie, commencent à exiger le droit à une participation active dans la vie du pays.

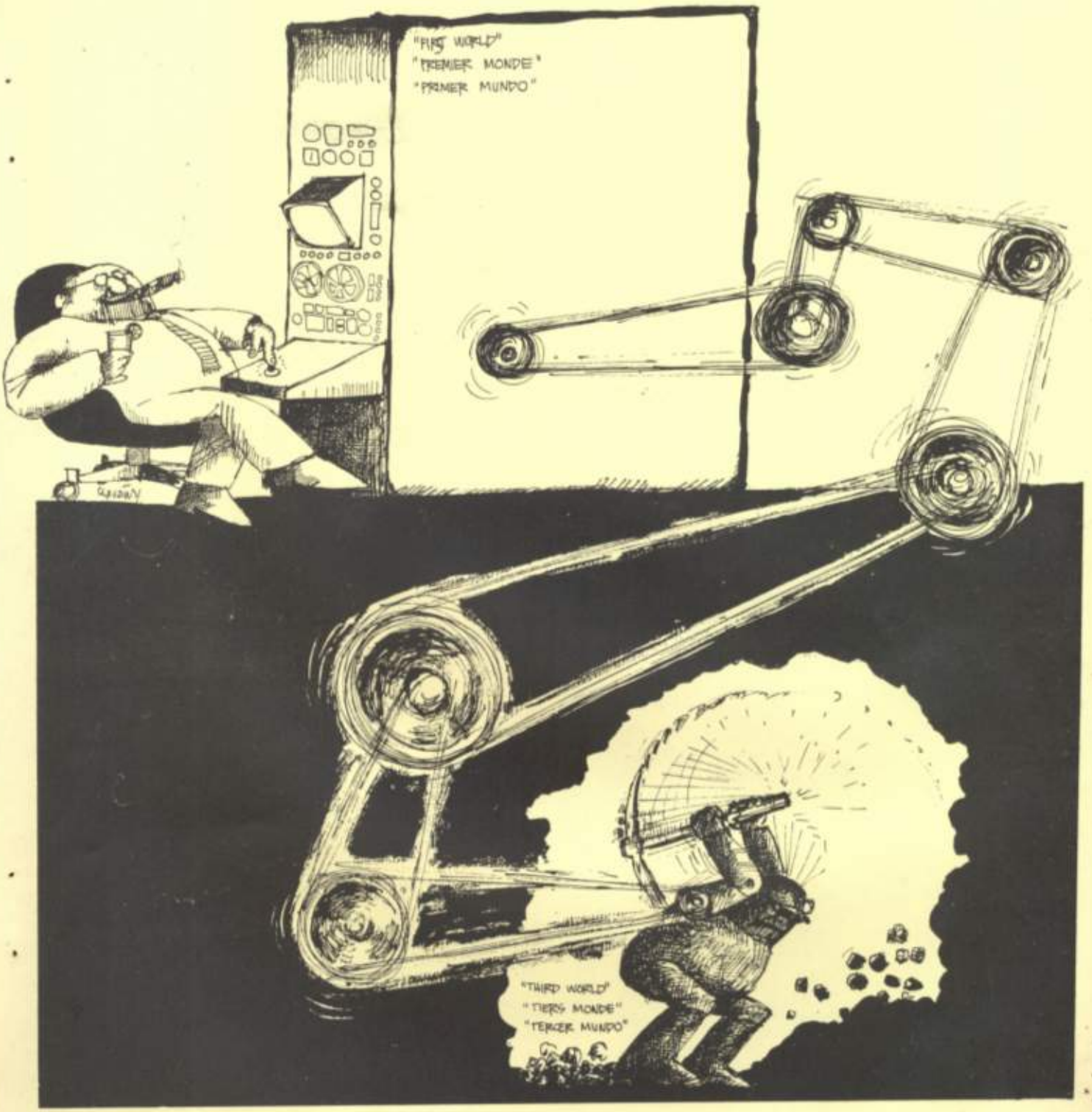
A ce moment de crise et d'impasse, deux options de base étaient ouvertes aux pays latino-américains:

- la première option consistait dans la réalisation de profondes réformes de structures, surtout la réforme agraire, capable d'élargir le marché intérieur et d'incorporer au processus productif et à la participation politique les masses paysannes et les "marginaux" urbains. Cette alternative présupposait, aussi, une redéfinition des bases du pouvoir politique et économique, qui imposerait des limitations strictes aux intérêts étrangers et s'attaquerait aux déséquilibres structuraux;

- la deuxième option consistait dans la poursuite du modèle de "développement" dépendant, se fondant de plus en plus sur l'apport de capitaux étrangers pour renforcer le dynamisme du secteur moderne de l'économie, même au prix d'une aggravation des déséquilibres identifiés plus haut. Cette alternative remplaçait la réalisation de réformes de base par une intégration encore plus poussée dans le système capitaliste mondial et la participation populaire par la répression.

Evidemment, le choix d'une alternative, ou encore l'effort de renvoyer cette décision de base, ne dépend pas de la seule volonté des élites au pouvoir ou d'une analyse neutre des données de la réalité. Ce choix ne peut refléter que le rapport de forces entre l'intérêt divergent des groupes sociaux qui sont les véritables acteurs du processus historique.

Cette impasse et cette crise, l'Amérique latine continue de les vivre et une réponse définitive ne sera donnée que par l'Histoire des années à venir. Pour le moment, la succession de coups d'Etat militaires qui secoue le continent n'est que la


"FIRST WORLD"
"PREMIER MONDE"
"PRIMER MUNDO"
"THIRD WORLD"
"TIERS MONDE"
"TERCER MUNDO"

preuve de l'échec d'un modèle de développement dépendant et déséquilibré, qui ne peut survivre que grâce aux contraintes exercées sur la grande majorité de la population. L'alternative d'un développement autonome et harmonieux dépendra directement de la force du mouvement populaire à imposer un projet national favorable à l'ensemble de la population et pas seulement destiné à enrichir une minorité de privilégiés.

QU'EST-CE QUE LE SOUS-DEVELOPPEMENT ?

Nous avons fait appel à cette analyse historique du cas latino-américain, pour essayer de saisir la structure profonde du phénomène du sous-développement. Peut-être pourrait-on faire la synthèse des leçons à tirer de cette expérience historique en quelques points précis :

1. Le sous-développement est un phénomène historique. C'est l'héritage des mécanismes d'exploitation mis en place pendant la période de la conquête coloniale, repris, modifiés et renforcés par les économies dominantes dans l'étape de leur développement capitaliste.

2. Le sous-développement est un phénomène global, qui ne peut être saisi que si l'on regarde l'ensemble du système capitaliste. Il ne s'agit pas d'un stade pré-capitaliste ou d'une situation d'arriération des pays agraires par rapport aux pays industrialisés. Il est plutôt la conséquence d'une seule structure: le système capitaliste, qui engendre à la foi le sur-développement et le sous-développement.

3. Les rapports de cause à effet, entre sur-développement et sous-développement, autrement dit la relation métropole - colonie, ne se traduit pas seulement dans une dépendance externe, mais s'inscrit et se reproduit à l'intérieur même de chaque pays. Il n'y a pas un Tiers Monde pris comme un bloc. De la même façon qu'il y a un Premier Monde à l'intérieur de chaque pays du Tiers-Monde, composé des secteurs dynamiques,il y a un Tiers-Monde à l'intérieur de chaque pays du Premier Monde, composé des régions soumises aux rapports de dominations et de colonialisme internes.

4. Dans ces conditions, le dépassement du sous-développement n'est pas un simple problème technique où économique, mais revêt une nature essentiellement politique. La rupture de la dépendance externe et des liens de domination interne en constituent des conditions nécessaires, mais

pas suffisantes.

5. Si la situation actuelle de sous-développement est l'aboutissement d'un processus historique et présente une structure bien réelle et concrète, le développement, quant à lui, n'est qu'un projet à construire, qui devra se définir au cours de la pratique même de lutte et de dépassement du sous-développement. Dans cette longue marche, il n'y a pas de modèle à suivre et ce sera la tâche spécifique de chaque peuple dominé de façonner son propre avenir, en redéfinissant ses besoins en fonction des exigences de sa propre culture, de son passé historique et de ses réalités nationales.

L'AIDE AU TIERS MONDE EST-ELLE POSSIBLE ?

A la lumière de tout ce qu'on vient de dire, peut-on imaginer des modalités d'aide aux pays sous développés, en provenance des pays industrialisés, qui seraient un apport positif à leur lutte pour dépasser le sous-développement ? Et quelles en seraient les meilleures formes ?

Nous croyons que la réponse concrète à ces questions ne nous appartient pas, mais qu'elle revient à tous ceux qui, étant d'accord avec les analyses qui viennent d'être faites, chercheront à traduire en actes leur solidarité vis-à-vis des peuples qui luttent pour leur libération de toute forme de domination ou d'exploitation.

On relèvera toutefois deux tendances déjà existantes, qui nous paraissent valables dans cet effort de redéfinition des actions de solidarité avec les "damnés de la terre" :

1. Une prise de conscience claire et courageuse, à l'intérieur des pays industrialisés, de la part de ceux qui bénéficient, le plus souvent sans s'en rendre compte, de toute cette série de mécanismes qui jouent continuellement en défaveur des pays sous-développés. Le dépassement d'une vision naïve du problème et le rejet, évidemment, d'une acceptation de l'oppression, peuvent constituer la première étape vers des formes d'engagement qui seront dictées par la décision subjective de chacun et par la réalité objective dans laquelle il ou elle est inséré.

2. Un choix à soutenir, même matériellement, les pays où le peuple qui a déjà un certain contrôle sur les décisions politiques et qui, de ce fait, essaient au prix de toutes sortes de difficultés, de briser la

dépendance externe et la domination interne. Des exemples très significatifs de cette nouvelle orientation, qui remplace la notion de l'aide par celle de soutien et solidarité, nous sont donnés par la politique de plus en plus suivie par la Suède et la Hollande et par la décision du Conseil Oecuménique des Eglises d'appuyer les groupes qui luttent contre le colonialisme et le racisme.

Carlos CAMPOS

NOTES ET REFERENCES

(1) AMIN, S. "Développement et Transformations Structurelles: l'expérience de l'Afrique" in Tiers Monde, no 52 oct.-dec. 1972

(2) PEARSON, L. Partners in Development; Pall Mall Press, 1969

(3) FREIRE, P. "Conscientisation and Revolution" ; DOCUMENT IDAC no. 1, 1973

(4) Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement; Nations Unies, 1972, pp 239-285

(5) MENDE, T. De l'Aide à la Récolonisation; Seuil, 1972, pp. 91-110

(6) cité in Mende, op.cit., p.93

(7) STAVENHAGEN, R. "L'Amérique latine demain: entre le sous-développement et la révolution" in 7 thèses erronées sur l'Amérique latine ou comment décoloniser les sciences sociales; Anthropes, 1972

(8) AMIN, op.cit., p. 489

(9) FANON, F.
Les Damnés de la Terre,
Maspero, 1962

(10) ALLENDE, S.
Los Resultados de la
UNCTAD III; Santiago, 1972

BIBLIOGRAPHIE

AMIN, Samir — "Développement et Transformations Structurelles: l'expérience de l'Afrique" in Tiers Monde, no. 52, oct.-dec. 1972.

BAIROCH, Paul — Révolution Industrielle et Sous-développement; SEDES, Paris, 1964.

CARDOSO, F.H. — Politique et Développement dans les Sociétés Dépendantes; Paris, Maspero, 1971.

FANON, Frantz — Les Damnés de la Terre; Paris, Maspero, 1962.

FREIRE, Paul — The Pedagogy of the Oppressed; New York, Herder, 1970 (traduction française à paraître).

"Conscientisation et Révolution" in Documents IDAC n. 1; Genève, Institut d'Action Culturelle, 1973.

GUNDER FRANK, A. — Lumpen-bourgeoisie et lumpen-développement; Paris, Maspero, 1971.

JALEE, Pierre — L'Impérialisme en 1970; Paris, Maspero, 1971.

MARINI, R.M. — Sous-développement et Révolution en Amérique Latine; Paris, Maspero, 1972.

MARTINS, L et autres — Amérique Latine: crise et dépendance; Paris, Anthropos, 1972.

MENDE, Tibor — De L'Aide à la Récolonisation; Paris, Seuil, 1972.

SANTOS, Theotonio — "La crise de la théorie du développement et les relations de dépendance en Amérique Latine" in L'Homme et la Société.

STAVENHAGEN, Rodolfo — 7 Thèses erronées sur l'Amérique Latine ou comment décoloniser les sciences sociales; Paris, Anthropos, 1972.

L'institut d'Action Culturelle de Genève (IDAC), dirigé par le Prof. Paulo FREIRE, a commencé au printemps 1973 la publication d'une série de documents (4 numéros par an), qui traitaient de la conscientisation comme instrument de libération dans le processus d'éducation, de développement et de changement social. L'équipe de l'IDAC voit la conscientisation comme le processus par lequel nous devenons conscients de notre réalité socio-culturelle, dépassons les aliénations et contraintes auxquelles nous sommes soumis et nous affirmons comme des sujets conscients et créateurs de notre propre devenir historique.

Les activités de l'Institut s'orientent autour de trois axes principaux, liés entre eux:

- Recherche et engagement dans des projets utilisant la conscientisation comme instrument de changement social. Quatre thématiques font actuellement l'objet d'étude et d'action spécifique:

  * l'Aide aus "Tiers-Monde" et l'éducation pour le développement;

  * le contenu et les méthodes d'une pédagogie politique;

  * la libération de la femme;

  * les nouvelles formes d'action politique dans les sociétés hautement industrialisés;

- séminaires et groupes de travail, conçus comme un contexte de réflexion critique sur les questions posées par la pratique des participants avec pour but leur retour à la pratique;

- publication de documents.

Documents déjà parus :

No. 1 - Conscientisation et révolution - une conversation avec Paulo FREIRE (printemps 1973 - épuisé)

No. 2 - "Aide" au "Tiers-Monde" - le développement impossible (printemps 1973

No. 3 - La libération de la femme: changer le monde, réinventer la vie (été 1973)

No. 4 - Education politique - une expérience au Pérou (automne 1973)

à paraître :

Nos.5/6 (numéro double, janvier 1974) Rapport d'une recherche sur les nouvelles formes d'actions politi-

ques dans les sociétés hautement industrialisées, à partir de la réalité américaine, vécue par l'équipe de l'INDAC au cours de son voyage aux Etats-Unis au printemps 1973

No. 7 - (printemps 1974)
Déscolarisation ou Education Politique: une étude comparative entre les concepts d'Ivan ILLICH et Paulo FREIRE sur le rapport entre éducation, changement social et libération

L'IDAC est un collectif de travail à but non-lucratif dont le budget provient de ses séminaires, de ses publications et des contributions volontaires d'individus ou d'organisations. Les abonnements aux documents sont une forme de soutien au travail de l'équipe.

Une publication de l'IDAC

INSTITUT D'ACTION CULTURELLE

27, chemin des Crêts
1218 Grand-Saconnex
Genève, Suisse
Tél.: (022) 33 57 42

Rédacteurs responsables:

Pierre DOMINICE
Michel GIRARDIN
Eric LOUIS

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

* première édition printemps 1973

* deuxième édition printemps 1974

SI VOUS DESIREZ VOUS ABONNER,
RENVOYER CE COUPON A :

INSTITUT D'ACTION CULTURELLE

27, chemin des Crêts
1218 Grand-Saconnex
Genève - Suisse
Tél.: (022) 33 57 42

Je désire souscrire à un abonnement d'un an aux DOCUMENTS IDAC

(4 numéros par année) Fr.s. 20.--

Nom: _____

Adresse: _____

_____

_____

N.B. Vous recevrez tout document en français, à moins que vous ne demandiez la version en langue anglaise.